

Aff N°: 14518295

N° chrono: 2

Date: 19/06/15

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ MISE EN SEPARATIF DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - Rue Gauguin CALAIS (62)

MAITRE D'OUVRAGE

CAP CALAISIS TERRE D OPALE COMMUNAUTE AGGLOMERATIO
76 BD GAMBETTA
62100 CALAIS



apave

mission de confiance

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE NORD OUEST SAS - Calais
DELGRANGE ANNE-SOPHIE
84 rue de Hagueneau
CS 20117
62102 CALAIS CEDEX

PHASE DE REALISATION

APAVE NORD OUEST SAS - Calais
DELGRANGE ANNE-SOPHIE
84 rue de Hagueneau
CS 20117
62102 CALAIS CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	19/06/15	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	2

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	8
2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT	8
2.2. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	8
3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	13
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	13
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	15
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	20
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	26
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	29
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	29
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	38
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	38
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	40
4.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	40
4.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	41
4.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	43
4.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	44
5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	54
5.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS	54
6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	55
6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	55
7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	56
7.1. ORGANISATION DES SECOURS	56

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	58
8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	58
9. ANNEXES	61
9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	61
9.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	65
9.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	65
9.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	65
9.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	65

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

MISE EN SEPARATIF DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - Rue Gauguin - CALAIS (62)

Descriptif de l'opération :

Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la rue Paul Gauguin à Calais

Calendrier :

Date début des travaux : Non communiquée

Durée totale des travaux : 5 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Entreprise générale

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr
- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

2.2. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PREVENTION DES RISQUES DE COACTIVITE			
	Pièces écrites, plans			
100	La déclaration préalable sera transmise par le Maître d'Ouvrage à l'Inspection du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP et sera communiquée au CSPS . Elle sera affichée avec ses mises à jour éventuelles dans le cantonnement sur le chantier par le titulaire principal (communication par le CSPS).	Maître d'ouvrage		
110	<i>Reçu par mail au stade de la rédaction du présent PGCSPPS:</i> - CCAP - CCTP - Plan projet Les informations relatives au titulaire du marché et des sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le Coordonnateur SPS et suivant les informations transmises par le Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		

112

Le Maître d'œuvre en concertation avec les entreprises intervenantes définira un phasage de travaux pour donner **priorité à un travail en décalé dans l'espace ou dans le temps entre les différents intervenants.**

Les interventions seront sectionnées par zones et les enchaînements des tâches, entreprise par entreprise seront organisés en fonction de ces zones. Tout travail qui nécessite la présence de deux entreprises en simultané nécessite d'être abordé en réunion avec le coordonnateur et le Maître d'œuvre.

Chaque entreprise devra procéder pendant la période de préparation à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction de l'ouvrage à réaliser et de sa localisation. Pour chaque phase elle devra adapter un processus d'exécution permettant :

- D'éviter les risques,
- De limiter les risques qui ne peuvent être évités.

Lors de l'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, sur un même ouvrage, l'entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres entreprises (avec nomination d'un chef de pilotage éventuel) :

- Des risques encourus et des moyens de les prévenir,
- Communiquer aux autres entreprises ses procédures d'exécution.

Ces interférences devront être mentionnées dans les P.P.S.P.S. Une harmonisation sera effectuée par le Coordonnateur SPS après analyse et discussion

Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalées par panneaux.

Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises en fonction de l'enchaînement des tâches :

- Signalisations routières
- Dispositif de protection de type Glissière Béton Armé
- Plaques de roulement
- Etc...

Inventaires des dangers et des contraintes

Maître d'oeuvre

Avt trvx -
Maintenu pdt
leur durée

105

Première visite sur site pour analyse des contraintes environnementales:

- pose prévue d'un réseau .
- Travail en chaussée circulée .
- Présence d'emplacement pour le cantonnement
- Présence de riverains
- Présence de chantier de réhabilitation énergétique des bâtiment du quartier

Rappel de l'obligation de concertation des Maîtres d'Ouvrages pour la gestion de la coactivité. A ce titre, il est demandé en réunion une concertation de tous les acteurs (concessionnaires, services de la ville, services communautaires, etc....) avec le CSPS préalablement de toute intervention pour la gestion des interfaces avec le chantier. Le résultat de cette analyse sera porté au registre journal SPS. Le CSPS ne peut être tenu responsable d'une intervention d'entreprise dont il n'a pas connaissance. Toute pose de signalisation et début de travaux ne pourront se faire qu'après validation du schéma de modification de la circulation (véhicules, piétons, PMR, vélo) par le coordonnateur SPS, le Maître d'oeuvre et l'obtention d'un arrêté de circulation du gestionnaire de voirie.

Cet inventaire des dangers qui seront détaillés dans les différents paragraphes du PGC a été réalisé en phase de conception . Les modifications dans la nature des travaux, le phasage, l'organisation, les modes opératoires d'exécution seront obligatoirement communiqués au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou l'entrepreneur, notamment au travers des mises à jour du planning et du PPSPS.

L'évolution ou l'apparition de nouveaux dangers sera analysée par le coordonnateur SPS.

L'adaptation éventuelle des mesures de coordination sera portée à la connaissance des participants à l'opération au travers soit des mises à jour du Plan Général de Coordination, soit du Registre Journal de la Coordination.

Maître d'oeuvre

Maître
d'ouvrage

**PREVENTION DES RISQUES LIES AUX INTERVENTIONS
ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE**

Avis et DIUO provisoire

1

Prendre en compte les avis ainsi que les propositions d'intégration de la sécurité à l'ouvrage, en prévision des interventions ultérieures, qui seront formulés dans le DIUO PROVISOIRE qui vous sera adressé prochainement.

Maître d'oeuvre

Maître
d'ouvrage

Le DIUO est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. C'est un document qui doit permettre de mieux intégrer, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage, les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien normalement prévisible.

Prévu par les articles L.4532-16 et R.4532-96 à R.4532-98 du Code du Travail, il est constitué dès la phase de conception par le coordonnateur de conception, mais lors de cette phase le DIUO est encore incomplet certains plans, notes et notices techniques n'étant pas encore élaborés.

Au stade de la conception, l'intervention du coordonnateur, par la constitution du DIUO consiste à veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état. Elle ne consiste pas à modifier directement un projet, mais peut conduire le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre à modifier le projet initial, pour prendre en compte les observations du coordonnateur.

Lors de la phase de réalisation, le dossier est mis à jour, en fonction de l'évolution des travaux, par le coordonnateur avec les objectifs qui viennent d'être évoqués, jusqu'à la réception de l'ouvrage où il est remis au maître d'ouvrage.

Modifications et compléments apportés au dossier

Article R 4532-98

"Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur est requis, un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de santé désigné par le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de santé apporte au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.


Les dispositions en matière de transmission prévues à la présente section s'appliquent au dossier mis à jour."

Documents à réclamer aux entreprises et à joindre au DIUO


6	<p>Les documents énumérés ci-dessous sont destinés à être référencés dans le DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE. Certains sont à remettre par le Maître d'oeuvre, d'autres par les entreprises, qu'elles joindront à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE). Nous vous indiquons dès à présent la liste des documents à fournir en fin de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sommaire du dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) - Dossier Technique Amiante : Fiche récapitulative mise à jour à l'issue des travaux dans le cas de retrait d'amiante - <i>Plan vue d'ensemble des travaux réalisés avec notamment les modalités d'accès dans les puits: trappe, grille anti-chute, échelle à crinoline, assujettissements, palier de repos, éclairage, etc</i> 	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		
---	---	---	--	--

3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
84	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Clôture de chantier</p> <p><u>Caractéristiques générales</u></p> <p>Les accès des chantiers doivent être matériellement interdits à toutes personnes étrangères au chantier. Des panneaux rappelant cette interdiction seront apposés contre la clôture en nombre suffisant. Les clôtures devront rendre le chantier clos et indépendant vis à vis de l'extérieur pour éviter toute intrusion.</p> <p>Clôture type Héras à charge de toute entreprise qui génère un danger.</p> <p><u>Signalisation par panneaux</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
79	<p>Mettre en place des panneaux portant la mention "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" fixés sur la clôture de chantier et répartis sur toute sa longueur, tous les 25 mètres. Prévoir un panneau supplémentaire au droit de chaque accès au chantier.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
2	<p><u>Signalisation lumineuse</u></p> <p>Mettre en place une signalisation lumineuse afin de baliser la clôture de chantier durant la nuit dans le cas d'un éclairage existant insuffisant. Assurer l'entretien de ce balisage lumineux.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
62	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Port des chaussures, casque et gilet rétro-réfléchissant obligatoire pour tous notamment l'encadrement.</p> <p><u>Information des salariés</u></p>	Tous interv.		Durée chantier


20	<p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p><u>Liste nominative des intervenants</u></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
51	<p>Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'ouvrage mandatée et à la maîtrise d'œuvre ; • les personnes appartenant l'OPC et au bureau de contrôle retenus par la maîtrise d'ouvrage • le coordonnateur SPS ; • les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liants au maître d'ouvrage ; • les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ; • les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ; • les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, médecins du travail des entreprises. • les personnes invitées par la maîtrise d'ouvrage à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de la maîtrise d'ouvrage et dotées des protections individuelles nécessaires ; <p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p> <p><u>Encadrement des visiteurs</u></p>	Tous interv. Toutes entrep.		Durée chantier
46	<p>L'encadrement des visiteurs devra être réalisé par la personne organisatrice ou par le titulaire principal mais dans tous les cas par une personnes ayant une parfaites connaissances des consignes.</p> <p>Rappel: Port des chaussures, casque et gilet rétro-réfléchissant obligatoire pour tous notamment l'encadrement.</p> <p><u>Fourniture et port des EPI</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

				
83	<p>En cas de visite particulière, l'organisateur s'assurera que le personnel portera ses EPI. Pour cela il définira au préalable les modalités de fourniture.</p> <p>Dispositions particulières concernant la lutte contre le travail illégal</p> <p><u>Convention de lutte contre le travail illégal</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
98	<p>Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs marchés ou lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.</p> <p>Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'ouvrage avant intervention.</p> <p>Le coordonnateur sera informé de la désignation de ces sous-traitants et le titulaire devra organiser le rendez-vous d'inspection commune préalablement à l'intervention et à la remise du PPSPS.</p>	Maître d'ouvrage Toutes entrep.		

3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
76	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p> <p>Organisation générale</p> <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p>			

92	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier en fonction de la nécessité :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p> <p>Toutes les implantations des baraquements de chantier seront définies dans le projet d'installation de chantier (PIC) à remettre par le titulaire principal, en fonction des possibilités d'implantation et selon l'organisation générale du chantier. Des modifications pourront être apportées en phase de préparation suivant les dispositions constructives retenues et en accord avec le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS qui veilleront à ce que toute variante ne remette pas en cause les principes généraux de prévention liés à la succession d'interventions et à l'interaction avec les autres entreprises.</p> <p>En fonction des travaux et du planning, il sera peut-être nécessaire de faire évoluer le plan d'installation de chantier. Des dispositions seront prises en concertation avec les entreprises, la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS. Ces dispositions seront communiquées aux entreprises par le Coordonnateur SPS et/ou le Maître d'œuvre. L'attention de(s) entreprise(s) est attirée sur le fait qu'elles ont, pour leur emplacement de leurs propres baraques, à respecter les directives du Maître d'œuvre, et qu'elles ne peuvent élever aucune</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Ph. préparation
----	---	------------------	------------------	-----------------

	réclamation pour les dépenses entraînées par le déplacement éventuel de leur installation pour les besoins du chantier.			
	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT BRANCHEMENTS PROVISOIRES <u>électricité</u>			
				
33	Installation électrique du cantonnement et éventuellement de la zone chantier si nécessaire. Sur les chantier de VRD, il est conseillé en zone travaux d'utiliser un matériel autonome. Aucun point d'alimentation n'est fourni par le Maître d'Ouvrage pour cette opération. Effectuer la démarche vis à vis du concessionnaire pour obtenir le branchement d'un compteur chantier si nécessaire.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
107	<u>Téléphone, Fax</u> Suite à la généralisation du téléphone portable, il est décidé qu'il est de la responsabilité de <u>chaque entreprise</u> de mettre à la disposition de chaque équipe un téléphone portable pour l'appel des secours.	Toutes entrep.		Durée chantier
26	<u>eau</u> Pas de point d'alimentation mis à disposition par le Maître d'Ouvrage. Faire les démarche nécessaire vis à vis du concessionnaire pour un compteur de chantier. Réaliser un réseau hors gel d'alimentation en eau du cantonnement et des zones chantier, dimensionné de manière à permettre une alimentation suffisante des installations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. WC chimique autorisé si chantier d'une durée inférieure ou égale à quatre mois autrement obligation d'un bloc sanitaire complet avec rampe lavabos et eau chaude.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
82	<u>Réseau E.U</u> Faire les démarche nécessaires vis à vis du concessionnaire pour un branchement à l'égout du cantonnement. A défaut de réseau à proximité, une fosse doit être installée.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	VOIES DE CIRCULATION DANS L'EMPRISE DU CHANTIER <u>Voies praticables, drainées et éclairées</u>			

8	<p>Les voies de circulation intérieures au chantier seront conçues et réalisées pour accepter tout type de trafic et être constamment praticables quelques soient la saison et les conditions météorologiques. Elles seront drainées et éclairées si nécessaires (minimum de 10 lux).</p> <p>AIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES DES SALARIES DU CHANTIER</p> <p><u>A l'extérieur du chantier</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
28	<p>Utiliser les places de parking disponibles sur le parking à proximité</p>	Tous interv.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
ZONE DE CANTONNEMENT				
129	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Le cantonnement, raccordements associés et consommations sont à la charge du titulaire principal <u>pour l'ensemble des entreprises intervenantes.</u></p> <p><u>vestiaires</u></p>			
90	<p>Mettre à la disposition des travailleurs pour toutes les entreprises des locaux-vestiaires selon les prescriptions de l'Article R4534-139 du C.T.</p> <p><u>réfectoire</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
102	<p>Le réfectoire (dimensionné pour l'effectif de pointe toutes entreprises confondues) comprendra en particulier les tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments doit y être installé, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p><u>sanitaires</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
29	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, à raison d'au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes si présence féminine sur le chantier.(cf R4534-144, R 4228-2 à 18 du C.T.)</p> <p>WC chimique autorisé si chantier d'une durée inférieure ou égale à quatre mois autrement obligation d'un bloc sanitaire complémentaire avec rampe lavabos et eau chaude.</p> <p><u>lavabos</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

104	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs.(cf R4228-7du C.T.)</p> <p>Si chantier d'une durée supérieure à quatre mois obligation d'un bloc sanitaire complet avec rampe lavabos et eau chaude.</p> <p><u>douches</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
24	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs.</p> <p>(Article R4228-8 du C.T.)</p> <p>salle de réunion</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
97	<p>A installer suivant exigence du marché. Cela peut être le réfectoire si les réunions ne débordent pas sur les heures de repas des salariés.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
5	<p>Cantonnement mobile (chantier linéaire, T.P., VRD...)</p> <p>Si les installations fixes (Art. R.4534-139 du C.T.) ne peuvent être installées compte tenu de la nature du chantier (linéaire, déplacement fréquents), il sera mis en place des véhicules ou roulotte de chantier spécialement aménagés à cet effet pour permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et si possible de douches (cf Art.R.4534-140 du C.T.).</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
55	<p>Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier</p> <p>Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier. Les installations évolueront en fonction des effectifs. L'emplacement du cantonnement doit être étudié judicieusement pour éviter de le déplacer en cours d'opération. L'emplacement coté chantier devra toujours être privilégié pour éviter la traversée de chaussée par le personnel.</p> <p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p> <p><u>Sanitaires (WC, lavabos, douches)</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
99	<p>Les installations seront nettoyées quotidiennement (cf R 4228-13 du C.T.) . Cette prestation est sous la responsabilité du titulaire principal comme l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du cantonnement (nettoyage quotidien, fournitures, consommation eau, électricité, etc...)</p> <p><u>de vie collective (réfectoire, vestiaires, bureaux et salle de réunion)</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

69	Les installations seront nettoyées quotidiennement (cf R 4228-13 du C.T.) . Cette prestation est sous la responsabilité du titulaire principal comme l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du cantonnement (nettoyage quotidien, fournitures, consommation eau, électricité, etc...) <u>évacuation des ordures</u>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
75	L'évacuation journalière des ordures ménagères (déchets spécifiques non concernés) du cantonnement est sous la responsabilité du titulaire principal.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
15	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT Consommation énergies (eau, électricité...) Ensemble des dépenses liées au cantonnement TCE à charge du titulaire principal	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
70	SOL ET SOUS-SOL Rapport de sol Il n'y a pas de rapport de sol.			
47	Engins de guerre La découverte d'engins de guerre est possible ou probable dans le périmètre du chantier. Informers les conducteurs d'engins des dangers et de la conduite à tenir : - Redoubler d'attention - Arrêter le terrassement dès la découverte d'un objet suspect - Ne jamais toucher l'objet suspect - Baliser la zone de découverte - Prévenir le responsable de travaux afin qu'il alerte les services compétents (protection civile en préfecture, gendarmerie, service de déminage) - Ne reprendre les travaux qu'après enlèvements des objets suspects. - Afficher les numéros d'appel des services de déminage dans le bureau de chantier et les reprendre dans les PPSPS des entreprises amenées à effectuer des travaux de terrassement. Les conducteurs d'engins seront informés des dangers qui en résultent et de la conduite à tenir : Service du Déminage / Protection Civile Pour le Nord: Service SIRACEDPC au 03 20 30 59 59 Pour le Pas de Calais: 03 21 21 20 00 ou 03 21 21 20 55	Toutes entrep.		Durée chantier

56	<p>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</p> <p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr. La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p>	Maître d'ouvrage		Ph. préparation
57	<p>D.T.</p> <p>Etablir une Déclaration de Travaux (DT) et l'envoyer aux exploitants de réseaux à proximité de la zone des travaux en utilisant le télé-service : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses de ces exploitants de réseaux pour prise en compte dans les marchés de travaux</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Ph. préparation
35	<p>D.I.C.T.</p> <p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Ph. préparation
	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER			

53	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de la circulation automobile ou de zones fréquentées par des piétons doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers.</p> <p>Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions du code de la route, au règlement de voirie applicable au lieu du chantier, aux dispositions réglementaires applicables à la signalisation routière, aux dispositions du code du travail.</p> <p>Elles devront être soumises aux services gestionnaires de la voirie et conformes à leurs demandes.</p> <p>Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant</p> <p>Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.</p> <p>Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Circulation routière</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
54	<p>Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
40	<p><u>Information</u></p> <p>L'entreprise titulaire devra mettre en place un fléchage chantier (panneaux) d'orientation pour l'accès à toutes exploitations voisines et pour les éventuelles déviations nécessaires.</p> <p>L'accès des véhicules doit être dans la mesure du possible réalisable le soir au plus près des habitations et notamment des garages individuels ou collectifs.</p> <p>Avant le début du chantier, le titulaire prendra en compte l'accès des PMR qui pourra nécessiter un aménagement plus quotidien.</p> <p><u>signalisation du chantier</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4

Le poste "signalisation" qui incombe au titulaire principal est prépondérant pour la sécurité et le bon déroulement des travaux. La sécurité, le balisage, les déviations ainsi que la durée des travaux seront des points essentiels quant à la réussite de ce chantier.

Toute pose de signalisation et début de travaux ne pourront se faire qu'après validation du schéma de modification de la circulation par le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage et l'obtention d'un arrêté de circulation du gestionnaire de voirie.

Pour tout phasage ou changement de phasage, les réponses aux questions suivantes devront être apportées en fonction du trafic existant:

- Où passent les piétons ?
- Où passent les cyclistes?
- Où passent les VL ?
- Où passent les PL ou bus et le rayon de giration est-il suffisant?
- Où entrent et sortent les véhicules chantier ?
- La contrainte de gabarit de passage est-elle prise en compte (réseau aérien électrique, ouvrage d'art, portique, etc.) ?
- L'accès aux exploitations voisines et sorties de secours sont-ils maintenus ?

En aucun cas des travaux ne pourront être engagés en même temps des deux cotés de la chaussée si la déviation des cyclistes et piétons est impossible

Pour être efficace, la signalisation devra être :

- **adaptée** au chantier afin d'assurer la sécurité du personnel et des usagers en gênant le moins possible la circulation publique
- **cohérente** en ne donnant pas d'informations contradictoires avec celles de la signalisation permanente. Les panneaux permanents seront masqués si nécessaire
- **crédible** : la nature et la position des panneaux devra évoluer en fonction des risques et de l'avancement des travaux. Les panneaux devront être retirés dès lors qu'ont disparu les motifs ayant conduit à les implanter
- **lisible** en évitant la concentration des panneaux (pas plus de deux groupés). Une attention particulière doit être portée pour ne pas placer les panneaux trop près les uns des autres ou trop loin de la chaussée ou derrière des obstacles.

La pose de panneau en hauteur sur bastaing peut être conseillée pour une signalisation qui doit rester longtemps en place.

En règle générale, la signalisation sera installée dans

LOT
PRINCIPAL

LOT
PRINCIPAL

Avt trvx -
Maintenu pdt
leur durée

l'ordre où elle sera vue par les usagers, ce qui permet au personnel chargé de ce travail d'opérer sous la protection des panneaux déjà en place.

Pour les chantiers sur accotements la signalisation pour le sens de circulation non directement affecté par les travaux sera installée avant celle de la voie directement affecté. Il est nécessaire de poser et déposer les divers signaux dans un ordre tel qu'il assure à tout moment la cohérence du dispositif partiel en place.

Il faudra s'assurer de :

- faire déplacer la signalisation avancée et la signalisation de position au fur et à mesure de l'avancement du chantier mobile de manière à respecter les intervalles entre panneaux.
- de s'assurer que la signalisation reste complète après les déplacements, qu'en fin de journée, les moyens de signalisation sont en bon état, complets et correctement placés ; que le chantier est dégagé des obstacles ou, s'ils en restent, qu'ils sont balisés et signalés correctement. La signalisation de chantier doit être entretenue et maintenue en place. Pour cela un contrôle journalier devra être réalisé (conseillé le matin – midi et soir). Les coordonnées d'une personne d'astreinte devront être communiquées à la Maîtrise d'œuvre pour une intervention rapide en cas de problème. La traçabilité du contrôle devra être disponible sur site.
- de faire enlever en fin de travaux les panneaux devenus sans objet après s'être assuré que la signalisation permanente a été remise en service et après accord du gestionnaire de la voirie (le panneau AK22 "gravillons" pourra être maintenu jusqu'à la réception des enrobés)
- la nuit qu'un chantier soit en activité ou non, sa signalisation doit être renforcée que la zone de travaux soit dotée d'un éclairage public ou non.

La signalisation devra être adaptée en fonction de l'intensité du trafic, des caractéristiques de la route et de la vitesse autorisée. On tiendra compte également du lieu, de la période (jour ou nuit) et de la nature de la situation à signaler.

Les plans de phasage de signalisation reprendront les caractéristiques des panneaux prévus (K5c, Ak5, B3, etc.)

Les accès aux divers ateliers du chantier sont prévus à partir des voiries publiques avec mise en place d'une signalisation appropriée aux amont et aval des entrées ou débouchés.

Maintenance de la signalisation

3	Désigner nominativement un responsable de la maintenance de la signalisation routière. Cet agent assurera de façon permanente, (pendant et en dehors des heures de travail), l'entretien de la signalisation et son évolution en fonction du déroulement des travaux. Communiquer les coordonnées personnelles de cet agent, au MOE et services de voirie concernés par les travaux afin que son intervention puisse être requise à tout moment. En cas d'absence ou d'empêchement de cet agent, désigner un remplaçant dans les mêmes conditions.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
73	<u>Nettoyage de la chaussée</u> Des moyens pour limiter l'émission de poussières seront mis en œuvre par un arrosage régulier si nécessaire et la propreté des camions devra être contrôlée. Tout nettoyage de chaussée devra se faire en temps utile pour conserver une condition de circulation des riverains satisfaisante.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	Circulation piétonne			

16	<p>L'entreprise titulaire devra mettre en place un fléchage chantier (panneaux) d'orientation pour l'accès à toutes exploitations voisines ou habitations.</p> <p>Toute déviation de piétons doit être clairement indiquée tout au long du cheminement.</p> <p>Clôture type Héras à charge de toute entreprise qui génère un danger.</p> <p>Il est rappelé à l'entrepreneur que les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés, par des garde-corps provisoires ou tout autre dispositif approprié; ils doivent être éclairés et au besoin gardés.</p> <p>L'entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes.</p> <p>Les cheminements piétons, à assurer dans tous les cas, doivent être de un mètre de large minimum pour permettre le passage d'un fauteuil roulant, d'une voiture d'enfant, etc.</p> <p>Les cheminements mis en place devront être signalés, cohérents, lisibles, praticables, canalisants et protégés.</p> <p>Aucun stationnement sauvage ne doit gêner la circulation.</p> <p>Les obstacles présentant un danger pour la circulation des véhicules, piétons, PMR seront obligatoirement clôturée visible de jour comme de nuit et constamment maintenu en état par l'entreprise à l'origine du risque. Les cyclistes qui emprunteront ces passages piétons devront mettre pied à terre.</p> <p>Une GBA ou tout autre dispositif solide pourra être réclamé en cas de circulation de riverains, compagnons bord à la circulation des véhicules notamment en virage et surtout en extérieur de courbe.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50	<p>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</p> <p>Abonnement à Météo France</p> <p>Souscrire un abonnement à Météo France pour la zone du chantier, tenir compte des prévisions chaque jour, informer le personnel, renforcer le contrôle en cas d'intempérie annoncée.</p> <p>Le risque vent doit être notamment pris en compte pour la prise au vent des clôture (surtout celle qui sont de type pleine) en sachant que ces dernières doivent être correctement stabilisées (lest correctement installé et panneaux bridés entre eux. Pour limiter cette prise au vent il est conseillé d'alterner une clôture pleine sur deux.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	AMIANTE Repérage avant démolition partielle ou totale			
				
80	Selon les résultats joints, Absence d'Amiante	Toutes entrep.		
	TRAVAUX DANS LES EGOUTS Dispositions particulières à l'opération			


81	<p>Le personnel sera à jour de ses vaccinations (leptospirose) et portera les EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Mettre en vigueur les dispositions réglementaires pour les travaux en enceinte exiguë ou confinée. Se référer à la fiche OPPBTP A7 M 01 95. Les modes opératoires seront abordés au PPSPS. Toute descente dans le réseau doit se faire après ventilation et analyse ambiante par détecteur de gaz et explosimètre. Les modalités de cette analyse seront précisées au PPSPS de l'entreprise.</p> <p>La météo devra être systématiquement consultée autant que nécessaire face à la pluviométrie annoncée et au risque possible de crue.</p> <p>Accès du personnel uniquement par les regards d'une section suffisante et situés en zone protégée (trottoir, ilot). Les regards situés en chaussée circulée ne peuvent être utilisés que pour la ventilation et s'ils sont indispensables car nécessité d'un arrêté de circulation, d'une signalisation correspondante. Pour chaque regard d'accès sur trottoir mais en bord de chaussée circulée, un véhicule de protection en amont sera mis en place face au heurt possible de véhicule. Un maximum de regard sera ouvert pour ventiler le plus possible le réseau. Pour cela, il faudra éviter un travail sur un tronçon trop long.</p> <p>Tout regard ouvert en trottoir nécessite la pose d'une clôture périphérique vis-à-vis du public en veillant de maintenir un passage pour les PMR. Installation du matériel subordonnée à arrêté de circulation.</p> <p>Le matériel utilisé dans le réseau sera de préférence de type portatif ATEX mais le choix restera sous la responsabilité de l'entreprise suite à son analyse de risque face à la nature des fluides transportés: mesures avant descentes, masque auto-sauveteur individuel, formation au port de l'A.R.I, ventilation possible du réseau, port pendant toute l'intervention d'un détecteur de gaz individuel.</p> <p>Toute descente de personnel dans le réseau nécessite une surveillance physique permanente en surface avec un moyen de liaison à définir pour l'appel des secours. Chaque entreprise assurera la mise à disposition de son personnel à proximité immédiate de la zone de travail un trépied d'évacuation du personnel en difficulté. A ce titre chaque personne portera un harnais de sécurité et sera formé à son utilisation. Les regards doivent être clairement identifiés par les intervenants pour l'appel des secours.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
----	--	------------------	------------------	----------------


4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	<p>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</p> <p>Plan de circulation</p> <p>Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation.</p> <p>Prévoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> le sens de circulation les zones de manoeuvre des véhicules et engins l'entrée(s) la sortie(s) les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manoeuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. <p>Ce plan de circulation sera soumis, pour avis au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux. Le plan de circulation peut être intégré au Plan d'installation de Chantier</p> <p>Conditions de circulation</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


63	<p>Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> respecter les limitations de vitesse imposées respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minium de sécurité respecter le code de la route ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort <p>Nous attirons l'attention de l'entreprise sur la nécessité de donner priorité à la circulation en marche avant des véhicules pour bien sûr éviter les manœuvres de marche arrière toujours dangereuses face au heurt d'un compagnons, du public ou du matériel. Toute marche arrière de véhicule avec mauvaise visibilité doit se faire avec guidage. Le signal sonore de recul n'est qu'un dispositif de sécurité complémentaire qui ne suffit pas à lui seul.</p> <p>Fléchage, signalisation</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	 <p><i>Exemple de panneaux fixés sur candélabre avec accord de la ville</i></p>			
39	<p>Mettre en place les fléchages et la signalisation générale conformément au plan de circulation.</p> <p>Tout panneau installé en zone de stationnement ou pour une durée importante doit être mis sur plot béton en hauteur ou sur dispositif existant.</p> <p><u>Travaux nécessitant un signalisation particulière</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

48	<p>Toute entreprise qui intervient en dehors de l'emprise du chantier et notamment en dehors de la signalisation globale du titulaire principal se doit d'assurer sa propre signalisation et de vérifier qu'il n'y a pas d'incidence sur la cohérence du schéma actuel de circulation des véhicules et piétons.</p> <p>Cela concerne l'intervention d'entreprises hors marché notamment parfois pour le marquage routier, plantations, mobilier urbain, signalisation verticale, signalisation tricolore, etc.</p> <p>A ce titre nous rappelons l'obligation de concertation des Maîtres d'Ouvrages pour la gestion de la coactivité mais aussi de la cohérence des signalisations. Il est demandé une coordination avec le CSPS préalablement à toute intervention de concessionnaires, services communautaires, service de la ville: espace vert, éclairage public, etc pour la gestion des interfaces avec le chantier. Le résultat de cette analyse sera porté au registre journal SPS.</p> <p>Le CSPS ne peut être tenu responsable d'une intervention dont il n'a pas connaissance.</p> <p>Le titulaire des travaux doit informer immédiatement le CSPS de toutes interventions d'entreprises découvertes et non abordées pouvant avoir une incidence sur ses travaux et notamment les déviations en place.</p> <p>Séparation des voies de circulation</p> <p><u>Glissières béton armé</u></p> <p>Une Glissière en Béton Armé ou tout autre dispositif solide type BT4 pourra être réclamé en cas de circulation de piétons, compagnons bord à la circulation des véhicules notamment en virage et surtout en extérieur de courbe.</p> <p><u>Séparateurs plastiques</u></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
66	<p><u>Glissières béton armé</u></p> <p>Une Glissière en Béton Armé ou tout autre dispositif solide type BT4 pourra être réclamé en cas de circulation de piétons, compagnons bord à la circulation des véhicules notamment en virage et surtout en extérieur de courbe.</p> <p><u>Séparateurs plastiques</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	 <p>K5c</p>			

9	<p>L'utilisation des séparateurs plastiques de type K16 est possible uniquement s'ils sont lestés, jointifs pour éviter que ces derniers se retrouvent sur le gabarit circulé. Rappel: ce dispositif est totalement déconseillé pour le travail du personnel en courbe au profit de GBA ou BT4 plus stables et sécurisantes face au heurt d'un véhicule. Il en est de même pour le travail sur des voies à forte circulation.</p> <p>L'utilisation de K5c est également possible sous réserve qu'ils soient placés dans le bon sens, correctement alignés et en nombre suffisant.</p> <p>De manière générale, il est conseillé un dispositif lourd donc stable pour une signalisation qui doit être en place pendant un temps important. Les dispositifs de type plus légers sont pratiques pour des chantier mobile ou à phasage très court en zones peu dangereuse mais nécessitent une maintenance quotidienne de tous les instants.</p> <p>Interférences</p> <p><u>Avec les piétons</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	 <p>cloture de chantier</p>			

23	<p>Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules.</p> <p>Toute déviation piétons sur une partie de chaussée circulée même sous clôture doit se faire impérativement sous GBA ou BT4 car c'est la seule protection efficace pour garantir la sécurité des usagers.</p> <p>Il est rappelé à l'entrepreneur que les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés, par des garde-corps provisoires ou tout autre dispositif approprié; ils doivent être éclairés et au besoin gardés.</p> <p>L'entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes.</p> <p>Les cheminements piétons, à assurer dans tous les cas, doivent être de un mètre de large minimum pour permettre le passage d'un fauteuil roulant, d'une voiture d'enfant, etc.</p> <p>Les cheminements mis en place devront être signalés, cohérents, lisibles, praticables, canalisants et protégés.</p> <p>Aucun stationnement sauvage ne doit gêner la circulation.</p> <p>Les obstacles présentant un danger pour la circulation des véhicules, piétons, PMR seront obligatoirement clôturée visible de jour comme de nuit et constamment maintenu en état par l'entreprise à l'origine du risque. Les cyclistes qui emprunteront ces passages piétons devront mettre pied à terre.</p> <p>Une GBA ou tout autre dispositif solide pourra être réclamé en cas de circulation de piétons bord à la circulation des véhicules notamment en virage et surtout en extérieur de courbe.</p> <p><u>Déviations des piétons</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
45	<p>Veiller dans la mesure du possible, à dévier les piétons (panneaux) des zones en travaux en amont et aval, par passage sur le trottoir d'en face. Pour cela, les passages pour piétons existants peuvent être utilisés ou alors des passages provisoire doivent être réalisés.</p> <p>Les accès aux logements doivent être sécurisés.</p> <p>Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

37	<p>Mettre en place des tôles de couverture sur les regards, les caniveaux et/ou sur les tranchées</p> <p>Prévoir des dispositifs de couvertures provisoires sur les regards et caniveaux, de résistance suffisante.</p> <p>Equiper de leur tampon tout regard le plus tôt possible</p> <p>Règle de base applicable à tous: Toute personne qui génère un danger doit la protection.</p> <p>Stationnement et garage des engins</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
19	<p>Garer et remiser les engins sur le chantier et uniquement en zone fermée en respectant les règles applicables en matière de sécurité.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
CIRCULATION DES PIETONS Fléchage, signalisation				
	 <p><i>Fléchage piétons</i></p>			

65	<p>L'entreprise titulaire devra mettre en place un fléchage chantier (panneaux) d'orientation pour l'accès à toutes exploitations voisines ou habitations.</p> <p>Toute déviation de piétons doit être clairement indiquée tout au long du cheminement.</p> <p>Clôture type Héras à charge de toute entreprise qui génère un danger.</p> <p>Il est rappelé à l'entrepreneur que les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés, par des garde-corps provisoires ou tout autre dispositif approprié; ils doivent être éclairés et au besoin gardés.</p> <p>L'entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes.</p> <p>Les cheminements piétons, à assurer dans tous les cas, doivent être de un mètre de large minimum pour permettre le passage d'un fauteuil roulant, d'une voiture d'enfant, etc.</p> <p>Les cheminements mis en place devront être signalés, cohérents, lisibles, praticables, canalisants et protégés.</p> <p>Aucun stationnement sauvage ne doit gêner la circulation.</p> <p>Les obstacles présentant un danger pour la circulation des véhicules, piétons, PMR seront obligatoirement clôturée visible de jour comme de nuit et constamment maintenu en état par l'entreprise à l'origine du risque. Les cyclistes qui emprunteront ces passages piétons devront mettre pied à terre.</p> <p>Une GBA ou tout autre dispositif solide pourra être réclamé en cas de circulation de piétons bord à la circulation des véhicules notamment en virage et surtout en extérieur de courbe.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Fouilles - Tranchées			
	 <p><i>Passerelle de franchissement</i></p>			
43	<p>Mettre en place des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES			



**MISE EN SEPARATIF DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - RUE GAUGUIN
- CALAIS (62)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: 14518295

INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER

N°chrono: 2

Date: 19/06/15

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Page: 36 / 65

Dispositions particulières à l'opération

30

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

En cas de carence d'une entreprise pour la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant

Chaque entreprise devra, à l'issue de son intervention rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Les entreprises attributaires des lots concernés, mettront en place les sécurités collectives sur les ouvrages, (garde-corps, clôtures, filets, bouchage des trémies et des regards au sol, crossage ou capuchonnage des fers en attente, balisage et ou blindage des fouilles,...), et en assureront la maintenance jusqu'à la fin des travaux T.C.E dans chaque zone où les travaux se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à la mise en place de celles-ci.

Les entreprises étudieront, avec leurs sous traitants, la nature et les moyens de mise en œuvre des protections collectives pendant la période des travaux. Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives. La mise en place et l'enlèvement des protections collectives provisoires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant. Les entreprises proposeront au Coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre, les projets des moyens retenus pour validation en fonction des principes généraux de prévention.

Le planning de travaux privilégiera la mise en place des moyens d'accès sécurisés. Les moyens de protection définitive devront dans la mesure du possible servir pendant la phase des travaux.

LOT
PRINCIPAL

LOT
PRINCIPAL


Durée chantier

Le travail à l'échelle simple est interdit. Tout travail en hauteur se fera au moyen d'échafaudage, PIRL ou équipement similaire assurant aucun risque de chute pour l'intervenant. L'utilisation des escabeaux non munis de garde-corps n'est pas autorisée sur le chantier.

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
18	UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage Tout moyen de levage, grue fixe, grue mobile, élévateur, treuil et appareils, pénétrant sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation (calendriers de vérifications, comptes-rendus de vérifications à disposition en cabine....). La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier. Les matériels devant restés en place au-delà de la périodicité de validation de leur contrôle seront à nouveau contrôlés dans les délais fixés par la réglementation en vigueur au moment des travaux. Toute réserve éventuelle devra être levée par écrit avant utilisation du matériel.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
44	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier. L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires (organisation et matériel), afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Il appartient donc à chaque entreprise de définir dans son P.P.S.P.S ses manutentions verticales et de faire apparaître le mode d'approvisionnement retenu. Dans la mesure du possible, les moyens mécanisés qui seraient mis en place et qui pourraient favoriser les approvisionnements de plusieurs entreprises feront l'objet d'un financement interentreprises à proposer au CSPS.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60	APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES Livraisons - Approvisionnements Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison. Toute entreprise destinataire se doit d'accompagner son fournisseur. A réaliser toujours en zone tampon de stationnement et sous protection d'une signalisation de chantier. Aucun arrêt sauvage sur la voirie ne sera toléré et surtout sur les trottoirs. Les zones tampon de déchargement se feront obligatoirement à l'intérieur du chantier. Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
				
59	A proposer au coordonnateur SPS par le Maître d'œuvre et le titulaire en réunion de préparation en fonction des autorisations d'occupations. Tout stockage doit être correctement clôturé. Ligatures entre panneaux de clôture à proscrire au profit de brides adaptées moins blessantes. Stockage en hauteur interdit face au risque de chute en cas d'instabilité.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
52	<u>Entreposage, stockage de substances dangereuses(FDS)</u> La liste des produits, les caractéristiques, les conditions de stockage et les mesures de sécurité envisagées, sont à préciser dans le PPSPS des entreprises utilisant ces types de produits (fiche de données de sécurité à joindre). Toute installation de stockage de produit dangereux sera notifiée par écrit au Coordonnateur SPS, et sera mise en œuvre dès réception de son accord. Des panneaux indiquant la nature des risques et les recommandations à respectées, seront installés à l'extérieur des zones ou baraques Aucun produit dangereux ne sera stocké dans les ouvrages à construire. Stockage de canalisations de grands diamètres	LOT PRINCIPAL		Durée chantier

91	Prendre soin de caler au sol chaque canalisation et des deux cotés à l'aide de cales. Stocker les canalisation sur un sol plan. Ne pas stocker à proximité des tranchées. Limiter le stockage en hauteur.	LOT PRINCIPAL		
----	---	------------------	--	--

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
17	EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS Déchets, gravats, tous produits non dangereux <u>Entreprise du chantier</u> Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets par tous les moyens adaptés. En aucun cas le vent ne doit pouvoir faire envoler des emballages ou tous autres matériaux. En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur demanderont à une entreprise de leur choix de se substituer à l'entreprise défaillante aux frais de l'entreprise défaillante.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
77	PRODUITS CHIMIQUES Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la protection et la gestion vis à vis des tiers et des autres intervenants. Chaque entreprise reste responsable du stockage des résidus liés, issus ou produits par ses travaux. Elle sera tenue de définir, dans son PPSPS les moyens qu'elle compte utiliser à ce sujet. Le stockage de ces produits devra être fait impérativement sur les emplacements réservés à cet effet dans la zone aménagée pour cet usage.	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	
	PRODUITS INFLAMMABLES			

12	<p>Le stockage des liquides inflammables doit être effectué, en fonction des quantités et du point éclair, conformément à la réglementation.</p> <p>Les dispositions seront prises, en fonction de trois groupes conformément aux instructions de la fiche de données de sécurité de matières inflammables et des dispositions particulières relatives à l'éclairage et au chauffage des locaux, aux issues et dégagements et aux moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les équipements de travail mettant en oeuvre des produits ou des matériaux dégageant des gaz, vapeurs, poussières ou autres déchets inflammables sont munis de dispositifs protecteurs permettant notamment d'éviter qu'une élévation de température d'un élément ou des étincelles d'origine électrique ou mécanique puissent entraîner un incendie ou une explosion.</p> <p>Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en français.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	
41	<p>DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX</p> <p>Les procédures seront établies après analyse des risques, suivant le type de déchet. Ces procédures devront apparaître dans le PPSPS</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	

4.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES			

94	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p>Maintenance des protections collectives</p>			
21	<p>Assurer la maintenance des protections collectives générales sur le chantier.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
101	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une défec-tuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront-être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p> <p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u></p>	Tous interv.		

32	Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (catégorie B)	LOT PRINCIPAL		Durée chantier
109	Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera : • Ou de classe III - TBT (tension nominale inférieure à 50 volts) • Ou de classe II à double isolation	LOT PRINCIPAL		Durée chantier
111	Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.	LOT PRINCIPAL		Durée chantier
113	Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Limiter la longueur des rallonges à 25 mètres.	LOT PRINCIPAL		Durée chantier

4.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES			

36	<p>Le prêt et l'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises permet souvent de limiter les risques d'accident. Cette pratique doit être organisée selon les principes indiqués ci-dessous.</p> <p>- Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>- Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition. Ce document, conservé sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de mise à disposition - la durée du prêt • les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter • les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt • les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir • tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc..... 	Toutes entrep.	Toutes entrep.
----	--	----------------	----------------

4.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING			

124	<p>En conformité avec les principes généraux de prévention, la planification des travaux devra être conçue de manière à éviter les co activités.</p> <p>L'élaboration du planning devra tenir compte des éventuelles interventions simultanées dans une même zone et à des niveaux différents.</p> <p>Le phasage et le planning (documents remis avant tout début de travaux) préciseront les périodes et les zones affectées aux différents travaux. Ils seront conçus de manière à éviter tous travaux superposés.</p> <p>L'entreprise sera tenue de concevoir et programmer ses interventions en interdisant à son personnel d'exécuter des tâches à des niveaux différents dans une même zone.</p> <p>Le planning fera apparaître les mesures de prévention (moyen d'accès, garde-corps, présence de moyens de levage,)</p>			
	Remise du planning initial			
13	Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
	Mises à jour du planning			
11	Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité. et des mesures complémentaires éventuelle de prévention	LOT PRINCIPAL Maître d'oeuvre		Durée chantier
	Interventions simultanées			
31	<p>Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants. Des mesures seront établies en fonction du planning pour limiter les coactivités entre les corps d'état. Ces mesures seront principalement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le phasage des travaux par zone et par corps d'état • neutralisation de zone • décalage de planning <p>L'ordonnancement des travaux s'organisera suivant le planning défini lors de la période de préparation en tenant compte des principes généraux de prévention détaillés au préambule du présent PGC.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
	Travaux superposés			
67	<p>Interdire les travaux superposés.</p> <p>Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.		Durée chantier
	Interventions successives			
42	Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir	Toutes entrep.		Durée chantier
RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES				

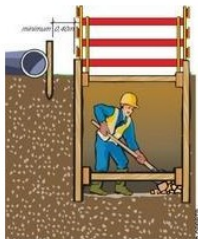
127	<p>La co-activité est dite simultanée lorsque plusieurs entreprises travaillent au même moment dans une même zone, des zones contiguës ou superposées. Elle est dite successive lorsque plusieurs entreprises travaillent successivement sur le chantier et lorsque l'une d'entre elles laisse subsister un risque pour les autres intervenants du chantier.</p> <p>Les risques de co-activité imposent la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la planification des interventions d'entreprises sera organisée de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. Les travaux superposés ainsi que les travaux incompatibles seront interdits. - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, seront autant que possible, préférées à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. La réalisation de ces éléments définitifs sera planifiée et prévue au plus tôt dans le déroulement du chantier afin de pouvoir être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les entreprises exposées (PPSPS Partie « Risques exportés ») . - chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger. <p>Dans tous les cas chaque entreprise s'assurera de la présence des protections collectives avant toute intervention dans une zone du chantier. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Travaux superposés générant des risques de chutes d'objets</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.
131	<p>Les travaux superposés sont proscrits, privilégier les mesures de planification, en cas d'impossibilité des moyens tel que, auvents, filets de recueil, platelages seront mis en place. Leurs résistances devront être compatibles avec l'importance des charges susceptibles de chuter. Interdire l'accès à la zone sous travaux par un balisage approprié.</p> <p><u>Port du casque</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.

64	<p>Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.</p> <p>Les protections individuelles ne peuvent être envisagées que lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement être mises en place.</p> <p>Les équipements individuels (casques, chaussures ou bottes de sécurité, lunettes, masques, vêtements de pluies...) sont à la charge des entreprises.</p> <p>Pour le personnel intérimaire il est d'usage que les équipements soient fournis par la société d'intérim. En tout état de cause, c'est l'entreprise utilisatrice qui est responsable du respect de la réglementation.</p>	Tous interv. Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
96	<p>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</p> <p>Nuisances dues au bruit: Informer de préférence les exploitants à proximité immédiate (horaire adapté si nécessaire). Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires (capotage, écran, silencieux, pièges à son etc.) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières: Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : - humidifier les matériaux ou le sol face à l'envol en cas de vent - humidifier les matériaux lors de la découpe surtout en cas de présence du public dans l'environnement immédiat - aspirer les poussières à la source.</p> <p>Nuisances dues aux vibrations: Toute utilisation d'engin mécanique apportant d'importantes vibrations est subordonnée à accord du Maître d'œuvre et à une information (via le MOE) si nécessaire du voisinage à proximité immédiate de la zone d'intervention.</p> <p>Utilisation de moteurs thermiques <u>Cas exceptionnel d'utilisation d'un moteur thermique à l'intérieur d'un espace mal ventilé</u></p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier

89	<p>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</p> <p>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avérerait techniquement impossible, l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier impérativement les travaux sans co-activité. • Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur. • Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits. • Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...). • Former le personnel intervenant. • Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux. • Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant. • Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin. • Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
95	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en œuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques.</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation.</p> <p>Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</p> <p>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud intérieur aux ouvrages.</p> <p>Utilisation de matériel électrique en enceinte très conductrice</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

49	Employer obligatoirement de la très basse tension, en milieu très conducteur, pour les machines portables ou les baladeuses, ce matériel devra être conforme aux normes.	Tous interv.		Durée chantier
93	Travaux de soudure dans les enceinte exigües Utiliser du matériel conforme concernant la tension à vide entre les électrodes suivant le degré d'humidité de l'enceinte . Utiliser un porte électrode en bon état et présenter un degré de protection conforme à la réglementation Placer le poste de soudure à l'extérieur de l'enceinte. Dans le cas où l'on ne peut placer le poste de soudure à l'extérieur, appliquer les mesures suivantes correspondantes concernant : La protection de l'alimentation du poste par un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30 mA). La classe de Poste (classe II ou de classe I), avec les disposition réglementaire concernant les inter-connexions et les mises à la terre des masses et des éléments conducteurs de l'enceinte	Tous interv.		Durée chantier
74	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).	Toutes entrep.		Durée chantier
	ARMATURES EN ATTENTE			

38	<p>Toutes dispositions relatives à la prévention des risques dus aux armatures métalliques en attente doivent être prises dès la conception, au stade de l'établissement des plans d'exécution BA. Ces dispositions doivent être mentionnées sur les plans d'exécution ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise et son bureau d'études, en fonction des types d'armatures, de la nature et du diamètre des aciers utilisés, dans le respect des règles de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • façonnage en « U » inversé, • armature horizontale (panneaux de treillis soudé, poteaux, têtes de pieux), • crosse fermée, • rabattage (cages d'armatures en acier doux). <p>Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les gouttières en PVC de sécurité (files d'acier droit) seront préférées aux embouts de protection, ces derniers n'offrant pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement. • L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier. 	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	<p>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</p>			
61	<p>Blindage</p> <p>Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30 de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
123	<p>Talutage</p> <p>Dans la mesure du possible taluter les fouilles à 1 pour 1 si vous ne souhaitez pas blinder</p>	Toutes entrep.		
72	<p><u>Accès aux fond de fouille de tranchée</u></p> <p>Accès par pente terrain naturel (talutage) ou échelle dépassant de un mètre et correctement stabilisé. Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
106	<p>Moyens d'évacuation rapide</p> <p>Mettre en place un moyen d'évacuation rapide permettant aux intervenants d'évacuer la fouille en cas de nécessité (échelle ou moyen équivalent)</p> <p>Moyens de franchissement : piétons - Véhicules</p>	LOT PRINCIPAL		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

58	<p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p> <p>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
				
34	<p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation ou laisser dépasser le blindage d'un mètre minimum.</p> <p>Moyens de signalisation de jour et de nuit</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
86	<p>Mettre en place des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations.</p> <p>Examen des parois des fouilles après une période de gel ou de fortes pluies</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
27	<p>Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.</p> <p>Proximité de voie de circulation</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
85	<p>Véhicule: Prendre les mesures nécessaires pour éviter une descente de charge trop importante en bordure de fouille dans le cas d'une circulation de véhicules notamment PL qui ne peut être éloignée. Rappel sur la nécessité absolue d'une protection lourde de type GBA, seul moyen efficace face au heurt possible de véhicule.</p> <p>Piétons: Voir § circulation piétons des autres chapitres.</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			

25	<p>La protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier. La prévention des risques de chute de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; - Une main courante ; - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. <p>Lorsque la mise en oeuvre de garde-corps est impossible, des surfaces de recueil souples peuvent être installées de manière à éviter une chute de plus de 3 m.</p>	Toutes entrep.		
88	<p>Accès</p> <p>Adapter les moyens d'accès à leur utilisation. Aménager des moyens d'accès sûrs et en nombre suffisant. Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès. Utiliser les échelles de façon à permettre aux travailleurs de disposer à tout moment d'une prise et d'un appui sûrs. Limiter le port de charges et à des charges légères et peu encombrantes, il doit resté exceptionnel et ne doit pas empêcher le maintien d'un prise sûre.</p> <p>Protections périphériques</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
7	<p>Mettre en place des protections périphériques sur les zones à risque de chute de hauteur</p>	LOT PRINCIPAL	LOT PRINCIPAL	Durée chantier
130	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'une PEMP d'un type donné à élévation multi- directionnelle autorise la conduite d'une PEMP de même type d'élévation suivant un axe vertical. Le titulaire d'un CACES de PEMP s'élevant suivant le seul axe vertical ne peut pas prétendre à la manoeuvre d'une plate-forme d'élévation multi- directionnelle. L'employeur s'assure que le personnel d'encadrement du chantier, conducteur de travaux et chef d'équipe notamment, a les connaissances relatives aux conditions d'utilisation des PEMP (y compris installation et repli des appareils).</p>	Toutes entrep.		

78	Consignes d'utilisation des PEMP -Tenir à disposition les autorisations de conduite, elles doivent pouvoir être présentées aux organismes de prévention compétents -Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zones à risque de chute d'objet depuis le poste de travail -Vérifier la conformité de la machine (présence du rapport dans la cabine) -Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. -Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. -Effectuer l'examen d'adéquation réglementaire Rappel: le harnais de sécurité ne peut être utilisé dans le panier de la nacelle que si le constructeur l'a prévu (cahier de prescriptions)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
68	RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l' INRS .	Toutes entrep.		
22	RISQUES LIES A DES TRAVAUX SPECIFIQUES Présence de plomb En cas de présence découverte, le signaler au CSPS. Additif au PPSPS à réaliser. Utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussières, préférer un nettoyage à l'humide) ; Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire) ; Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail ; Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et la sortie. Mettre des douches à disposition des salariés. Changer les vêtements après le travail.	Toutes entrep.		

5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS

Sans objet dans le cadre de la présente opération.


6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT


6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

7.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
118	APPEL DES SERVICES D'URGENCE Cas général Information et formation des salariés à charge des entreprises : • sur la conduite à tenir en cas d'accident (adresse du chantier) • Les dispositions en cas de travailleurs isolés. • <u>L'utilisation du téléphone portable qui doit être mis à disposition de chaque équipe par chaque entreprise</u> (connaissance du 112: numéro européen pour les téléphones portables / SAMU 15 / Police 17 / Pompiers 18) • Les mesures prises pour l'évacuation des blessés. Toute information sur les accidents AVEC ou SANS arrêt de travail devra être communiquée au Coordonnateur, au plus tard dans les 48 heures qui suivent l'accident.	Toutes entrep.		
120	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER Secours itinéraire Les voiries environnantes serviront d'accès permettant de donner aisément un lieu de rencontre pour guider les secours. Il ne sera donc pas demandé l'implantation de Points Secours Pompiers.			
	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) SST effectifs			
				
103	L'entrepreneur mandataire maintiendra sous son contrôle en permanence sur le chantier : <u>Un titulaire du Brevet de Sauveteur Secouriste du Travail par groupe de 5 salariés et au moins 2 sauveteurs-secouristes du travail par chantier.</u> Les secouristes doivent porter un signe d'identification.			
	TROUSSE DE PREMIERS SOINS			

116	Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
115	EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES Affichage <ul style="list-style-type: none"> • Affichage des consignes particulières en cas d'accident • Affichage des N° d'appel d'urgence • Affichage de la liste des secouristes (un secouriste pour cinq personnes et deux secouristes minimum par chantier suivant exigence LMCU) • Trousse de secours (règle applicable à chaque entreprise) • Affichage des consignes particulières en cas d'incendie • Affichage des consignes "soins aux électrisés" 			
119	EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES Consignes incendie réglementation Appliquer la réglementation en vigueur pour la prévention incendie sur les zones du chantier qui vous sont affectées. Consignes incendie moyens de lutte	Toutes entrep.		
				
122	Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : <ul style="list-style-type: none"> • dans les locaux affectés au personnel, • dans les bureaux de chantier, • près des postes de travail particuliers à risque, • dans les locaux de stockage. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS			
126	Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : - de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. - de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.	Toutes entrep.		
87	Sous-traitants Communiquer au CSPS la liste de vos sous-traitants (coordonnées et nature des travaux sous-traités). Informez ces derniers qu'ils doivent prendre contact avec le CSPS 15 jours avant intervention pour inspection commune et remise du PPSPS	Toutes entrep.		
117	Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous aura transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.		
71	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Remise du PPSPS au coordonnateur	Toutes entrep.		

108

Chaque entreprise est tenue d'élaborer, avant tout début d'intervention sur le chantier, un PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.

Ce PPSPS est remis par mail au coordonnateur SPS. Il comporte, à minima, les informations suivantes :

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

RENSEIGNEMENTS PROPRES A L'ENTREPRISE

Lot confié à l'entreprise

Description sommaire des travaux

Horaires de travail appliqués sur le chantier

Personnel chargé de l'exécution des travaux

Conducteur(s) de travaux / Chef(s) de chantier / Chargé(s) de sécurité

Durée des travaux / Date de début des travaux / Effectif prévisible / Emploi d'intérimaires / Sous-traitants annoncés
Effectif moyen / Emploi de qualifications spéciales / Effectif de pointe

DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE SECOURS

DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE D'HYGIENE

L'entreprise respecte les dispositions des articles R.4228-1 à R.4228-14 et R.4228-22 à R.4228-24 du Code du Travail.

MESURES DE PREVENTION

Ce chapitre analyse de manière détaillée les procédés et modes opératoires, définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation des substances et préparations, au déplacement du personnel, à l'organisation du chantier ...

Il indique les mesures de protection collectives adoptées pour prévenir ces risques, il décrit l'organisation du contrôle de ces mesures et définit les mesures prises pour assurer la continuité dans l'espace et dans le temps des protections collectives.

Il précise l'utilisation d'installations spécifiques (levage, électricité ...) [examen d'adéquation, plan d'installation ...].

Analyse des risques générés par l'activité d'autres entreprises

(Nota : si l'entreprise considère qu'il n'y a aucun risque d'interférence, elle doit l'indiquer article R.4532-65 du Code du Travail)

Analyse des risques générés par le chantier et/ou son environnement

(Nota : si l'entreprise considère qu'il n'y a aucun risque d'interférence, elle doit l'indiquer article R.4532-65 du Code du Travail)

Analyse des risques générés par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres entreprises

(Nota : si l'entreprise considère qu'il n'y a aucun risque d'interférence, elle doit l'indiquer article R.4532-65 du Code du Travail)

Analyse des risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés

Toutes entrep.

Toutes entrep.

121	Mise à jour du PPSPS Etablir une mise à jour de votre PPSPS et la faire parvenir par mail au coordonnateur SPS pour changement de mode opératoire.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
14	INSPECTION COMMUNE Inspection commune obligatoire Préalablement à toute intervention, chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes procéderont sur leur demande à une Inspection Commune du chantier avec le Coordonnateur Sécurité 15 jours avant leur arrivée sur site , afin de préciser les mesures de prévention à mettre en œuvre en fonction des travaux qu'elles doivent réaliser et des matériaux employés. <u>Tout titulaire se doit d'informer ses sous-traitants, de transmettre une copie de son PPSPS et du PGC, d'organiser le rendez-vous de VIC avec le CSPS.</u> Cette Inspection Commune aura lieu impérativement avant la diffusion définitive du PPSPS de l'entreprise de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes arrêtées lors de l'Inspection. En référence à l'Article L4744-5, tout entrepreneur n'ayant pas remis son PPSPS avant son intervention peut être sanctionné d'une amende de 9000 euros Coordonnateur SPS : APAVE Nord Ouest SAS Anne-Sophie DELGRANGE- Portable : 06.11.84.27.01 mail : anne-sophie.delgrange@apave.com	Toutes entrep.		

9. ANNEXES

9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

9.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CAP CALAISIS TERRE D OPALE COMMUNAUTE AGGLOMERATIO 76 BD GAMBETTA 62100 CALAIS France		0321359494
Maître d'ouvrage personne physique	CAP CALAISIS TERRE D OPALE COMMUNAUTE AGGLOMERATIO HOTEL DE VILLE PLACE DU SOLDAT INCONNU BP 21 62101 CALAIS CEDEX France	M. HENNEBELLE	0321359494 benoit.hennebelle@agglo- calais.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE NORD OUEST SAS - Calais 84 rue de Hagueneau CS 20117 62102 CALAIS CEDEX France	Mlle DELGRANGE ANNE- SOPHIE	0321460950 0611842701 0321460972 anne- sophie.delgrange@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE NORD OUEST SAS - Calais 84 rue de Hagueneau CS 20117 62102 CALAIS CEDEX France	Mlle DELGRANGE ANNE- SOPHIE	0321460950 0611842701 0321460972 anne- sophie.delgrange@apave.com

9.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDTEFP CALAIS 70 Rue Molliens Bat A 3è étage 62100 CALAIS France		0321191810 0321977680
CRAM	CARSAT NORD-PICARDIE 11, allée Vauban 59660 VILLENEUVE D ASCQ France		0320056316 0320057930
OPPBTP	OPPBTP NORD Parc Europe - Bât 10 340, Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL France		0320521314 0320526476

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

9.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

9.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

9.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	LOT PRINCIPAL	<i>Non désigné</i>							

9.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

9.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination..

9.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

9.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

AR-15-HB-028224-01

AQUATEST
Monsieur Pascal DESCAMPS
305 Avenue Saint Exupéry
62100 CALAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-HB-028224-01

Version du : 6/6/2015 10:26:5

Page 1/2

Dossier N° : 15N014003

Date de réception : 6/3/2015

Référence dossier : REFERENCE Commande / Affaire :

CAP CALAISIS Chantier 15002B Calais rue Gaughin et 15002C Calais Quai de la Moselle.

Date de prélèvement 27 Mai 2015

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001 (1) (2)	C1-Gau-Amiante - Calais rue Gauguin - Carotte d'enrobé	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002 (1) (2)	C2 -Gau-Amiante - Calais rue Gauguin - Carotte d'enrobé	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003 (1) (2)	C1-Mos-Amiante - Calais quai de Moselle - Carotte d'enrobé	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004 (1) (2)	C2-Loi-Amiante - Calais quai de la Loire Carotte d'enrobé	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005 (1) (2)	C3-Loi-Amiante - Calais quai de la Loire Carotte d'enrobé					

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-HB-028224-01

Version du : 6/6/2015 10:26:5

Page 2/2

Dossier N° : 15N014003

Date de réception : 6/3/2015

Référence dossier : REFERENCE Commande / Affaire :

CAP CALAISIS Chantier 15002B Calais rue Gaughin et 15002C Calais Quai de la Moselle.

Date de prélèvement 27 Mai 2015

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
		Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Electronique à Transmission (**MET**) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande

NB : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

Observation(s) échantillon(s)

- (1) L'analyse ne porte que sur le mastic (liant hydrocarboné + fillers). Les granulats ne sont pas concernés par l'analyse.
- (2) L'application stricte de la norme NF X 43-050 ne permet pas de faire la différenciation entre les variétés asbestiformes et non asbestiformes (types fragments de clivages) des minéraux amphiboles.



Emilie Bataille
Chef de Groupe

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai.